L'ABEILLE DE LA N. ORLÉANS

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS

JEUDI, 28 JUIN.

GRANDE COMPAGNIE D'ASSURANCE Du Sud et de l'Ouest,

CONTRE L'INCENDIE, LES RISQUES DE MER ET DE RIVIÈRE.

RUE CARONDELET, NO 32, COIN COMMUNE.

Capital, - - - $300,000

Avec le privilége de le porter à 1,000,000.

En vertu de sa charte, [illegible] Compagnie est prête [illegible] à assurer contre les risques d'incendie, les périls de la mer et de la navigation intérieure, à des prix aussi bas et à des conditions aussi avantageuses qu'aucune compagnie de premier ordre de la Nlle-Orléans.

JAMES LONGSTREET, Président.

—DIRECTEURS—

James Longstreet, Nouvelle-Orléans.
A. C. Graham, président, Banque Nationale.
T. P. May, Trésorier des E. U.
F. J. Herron, facteur de coton.
Sim. De Bow.
W. C. Graham.
Everett Lane.
J. P. Dillingham, avocat.
A. O. Ingersoll, Mobile, Alabama.
E. B. Nichols, Galveston, Texas.
Marcus J. Wright, Memphis, Tenn.
Robert E. Lee, Virginie.

C. WILLIAMS, Secrétaire.

8 juin 3m

Vente de Clôture DE LA COMPAGNIE DE MONTRES, DE LONDRES.

PAR suite de la faillite et de la liquidation subite de la Compagnie de Montres, de Londres, Un grand nombre de montres, faites spécialement pour les Etats-Unis, épuisées et chauffées, pouvant soutenir les changements subites de température, sont laissées entre nos mains pour être vendues immédiatement. En notre qualité d'agents de cette compagnie, nous sommes obligés d'écouler notre stock au comptant, le plus tôt possible. Nous nous sommes donc arrêtés au plan ci-annexé, comme étant celui qui sera le meilleur. [illegible] Chaque certificat représentant une montre, il n'y a pas de blancs et quiconque possède part à cette vente, DOIT AVOIR une montre à moitié du prix de détail, au moins, et, s'il est tant soit peu heureux, il en aura une qu'il pourra porter toute sa vie, avec orgueil.

Les remises peuvent être faites à nos risques, par lettres ou exprès, par ordres ou traites de bureaux de poste, payables à notre ordre, et nous garantissons l'envoi.

Nous garantissons chaque montre, et nous échangeons [illegible]. Connaissant la valeur du stock, nous pouvons donner une garantie à cette acheteur. [illegible] Les prix sont fixés [illegible] la vente soit immédiate, et ceux qui désirent profiter de cette occasion n'ont pas de temps à perdre.

HART, GIBSON & CO.,
285 Broadway, New York,
Agents de la Compagnie de Montres de Londres.

Les BELLES MONTRES et CHAINES suivantes Valant $ 350,000, Doivent être vendues à DIX PIASTRES PIECE:

127	chronomètres à boîtes en or	$175	à $400
163	montres anglaises, Patent Levers en or	150	à 325
144	Duplex à boîtier en or	200	à 300
175	Patent Levers à boîtier en or	100	à 300
222	Levers à boîtier en or	75	à 275
340	Lépines à boîtier en or	80	à 175
155	Levers à boîtier magique en or	60	à 275
235	Patent Levers à boîtier en or	75	à 225
236	Levers à boîtier épais en or	80	à 200
220	Levers de dames, à boîtier en or	60	à 175
273	Levers émaillés pour dames, boît. en or	55	à 250
135	Levers de dames, émaillés, boîtier magique en or		à 250
220	Levers de dames, ciselés, à boît. en or	65	à 275
263	montres Lépine, boîtier en or, ciselées, pour dames	50	à 175
380	Duplex à boîtiers épais, en argent	25	à 125
375	Patent Levers à boîtiers épais, en argent	25	à 125
460	Levers à boîtier épais, en argent	25	à 100
472	Lépine à boîtier épais, en argent	25	à 75
185	Levers de dames, à boîtier en argent	20	à 65
300	chaînes de gousset et chaînes de sûreté en or massif	15	à 150
250	Leontines et châtelaines en or massif	15	à 150

Toutes ces montres se vendront à dix piastres pièce.

Des certificats représentant chaque montre sont placés dans des enveloppes semblables et cachetées. Quiconque aura un certificat qu'on peut se procurer à notre bureau ou qu'on transmet par la poste [illegible] Nous demandons 25 cents pour chaque certificat que nous envoyons. Nous en envoyons cinq pour $1, et quinze pour $3.

Les certificats doivent, dans tous les cas, accompagner l'argent lorsque des articles sont demandés. Les ordres sont remplis sans délai, et on expédie les objets par la malle ou par l'Express.

HART, GIBSON & CO.,
285 Broadway, New-York.

15 juin—3m

EXTRAIT FLUIDE BUCHU

POUR la faiblesse provenant des abus; d'épuisement de la nature, accompagné de symptômes alarmants, parmi lesquels il faut citer l'indisposition à se mouvoir, la perte de la mémoire, l'insomnie, l'horreur de la maladie ou des pressentiments de malheurs; une lassitude générale, l'accablement, l'incapacité de profiter des jouissances de la société.

La constitution, une fois qu'elle est atteinte de faiblesse organique, exige le secours de la médecine pour se fortifier; ce fortifiant c'est L'EXTRAIT BUCHU DE HELMBOLD dont le succès est immanquable. Si l'on ne suivait pas un traitement, il s'en suit la consomption ou la folie.

L'Extrait fluide Buchu de Helmbold

N'est égalé par aucune autre préparation pour les maladies des POUMONS [illegible]

L'Extrait fluide Buchu de Helmbold
—ET—
L'EAU DE ROSE PERFECTIONNÉE

[illegible]

Extrait fluide de Salsepareille [illegible]

[illegible]

EXTRAIT DE SALSEPAREILLE DE BUCHU se vendu par tous les pharmaciens.

—Dépôt principal—
Dépôts de Drogues et de Produits chimiques de HELMBOLD,
594, Broadway, New-York.

Maison Française de Lakmé, SCHIEDAM AROMATIQUE DE SCHIEDAM.

[illegible]

62 rue Commune

CHARTE de la COMPAGNIE D'ASSURANCE ATLANTIC DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

ETAT DE LA LOUISIANE, Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT CONNU que ce vingt-sixième jour d'avril de l'an de Notre Seigneur Jésus-Christ, mil huit cent soixante-six, par-devant moi, Edward Barnett, notaire public [illegible] ont comparu et assermentés, les parties soussignées [illegible] désirant se former en corporation [illegible] suivant les objets et le but et l'objet et tous les stipulations et règlements énumérés ci-dessous, à savoir:

ARTICLE PREMIER.

Le nom et le titre de la dite Compagnie sera La Compagnie d'Assurance Atlantic de la Nouvelle-Orléans, et son siége, par le présent acte, établi en la ville de la Nouvelle-Orléans; elle entrera en opération aussitôt que tout le montant de son capital aura été souscrit, et existera comme corporation pendant vingt-cinq ans à partir de la date du présent acte [illegible] elle aura le pouvoir d'avoir un sceau portant les armes de la Louisiane, et pour inscription le nom de la Compagnie et la date de cet acte.

ARTICLE DEUXIEME.

L'objet et le but de cette Corporation sont déclarés être:

1o—D'assurer les maisons de résidence, magasins, presses à coton et tous autres bâtiments de quelque nature qu'ils soient, mobiliers, marchandises, denrées, objets de commerce, machines et toutes autres propriétés, contre les pertes ou les avaries par le feu.

2o—D'assurer les navires de toutes dénominations, bateaux à vapeur et autres bâtiments, frets, marchandises, [illegible] et contre tout risque de transport par mer ou par terre, sur la vie, intérêts hypothécaires sur les navires et marchandises [illegible] et sur le fleuve, et d'assurer la vie contre les risques.

La Compagnie pourra se faire assurer de nouveau contre tout risque pour lequel elle aura elle-même donné une assurance; et toutes les citations, notices ou documents légaux dans lesquels la Compagnie pourrait être intéressée, devront être servis au Président qui sera nommé de la manière ci-après stipulée.

ARTICLE TROISIEME.

Le capital de la dite Compagnie sera trois cent mille piastres, divisé en trois mille actions de cent piastres chacune, payables à l'époque et de la façon ci-dessous mentionnée, à savoir:

Les actionnaires de cette Compagnie seront tenus de payer entre les mains du Président, dès l'organisation [illegible] pour les quatre-vingts piastres restant [illegible]. Le capital de la Compagnie, par le vote des trois-quarts des actions, pourra être augmenté à un million cinq cent mille piastres, pourvu que [illegible].

ARTICLE QUATRIEME.

Tous les pouvoirs de la Compagnie, comme corporation, seront exercés par une Direction composée de dix-neuf actionnaires qui seront élus le premier lundi de janvier de chaque année, au bureau de la Compagnie. Avis de cette élection sera donné en français et en anglais, de la manière qu'il est dit dans l'Article Treizième et cela pendant les dix jours qui précéderont cette même élection. La Direction nommera, comme inspecteurs, trois actionnaires chargés de présider aux dites élections [illegible] Les Directeurs ainsi nommés pourront leurs sièges le premier lundi de janvier de chaque année, et exerceront leurs fonctions pendant un an à partir de leur nomination, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et aient qualifié pour entrer en fonctions.

ARTICLE CINQUIEME.

La première Direction se composera des actionnaires suivants, qui resteront en fonctions jusqu'au premier lundi de janvier 1867, ou jusqu'à ce que leurs remplaçants soient élus et aient qualifié pour les remplacer, savoir:

J. A. Mattison,	Saml. Boyd,
R. E. Godell,	Thos. M. Simmons,
Jno. McGinnis, Jr.,	James Byrnes,
Edwd. Rigney,	Chas. H. Walker,
H. H. Stanley,	H. A. Wheelock,
Geo. W. Munson,	N. H. Thomas,
A. D. McGinnis,	W. F. Kellogg,
A. B. Hitchcock,	C. M. Soria,
C. A. Eager,	Chas. E. Slayback,

B. L. Mann.

ARTICLE SIXIEME.

A toutes les élections le vote se donnera au scrutin, et les personnes qui auront reçu la pluralité des voix des actionnaires présents seront considérées comme dûment élues. Dans le cas où une élection n'aurait pas lieu à l'époque fixée, le Président ordonnera qu'une seconde élection ait lieu dans les dix jours suivants et il donnera avis de ce fait, ainsi qu'il est dit plus haut.

ARTICLE SEPTIEME.

Chacun des actionnaires aura droit, soit en personne, soit par procuration, à un vote pour chacune des actions qu'il possédera; pourvu qu'aucune corporation, aucun individu ou compagnie individuelle ne puisse voter sur aucune action qui lui aurait été transférée dans les quatre-vingt-dix jours antérieurs à la dite élection.

ARTICLE HUITIEME.

Tout détenteur de scrip pourra voter à toutes les élections de Directeurs, pourvu que son vote soit donné à des actionnaires de la Compagnie, et il aura droit à un vote par vingt piastres de scrip, pourvu qu'aucun individu, aucune corporation ou compagnie n'ait droit à plus de cinq votes; et qu'aucun scrip qui n'aura pas été transféré dans les mois précédant la dite élection.

ARTICLE NEUVIEME.

Dans les dividendes annuels que déclarera la dite Compagnie, les assurés recevront une part proportionnelle aux primes qu'ils auront payées pendant l'année, et les actionnaires une part proportionnelle au capital qu'ils auront versé.

ARTICLE DIXIEME.

Les assurés qui réclameront et recevront une remise de vingt-cinq pour cent sur leurs primes, abandonneront aux autres assurés et aux actionnaires tous leurs droits dans les profits de la Compagnie.

ARTICLE ONZIEME.

Les assurés auront droit, par le paiement de leur part de dividendes, à recevoir un certificat de profits portant six pour cent d'intérêt, lequel certificat sera payé par le Président et le Secrétaire, et contiendra une clause déclarant [illegible] le dit certificat sera réduit de manière à combler le déficit.

ARTICLE DOUZIEME.

Il ne sera pas émis de certificat pour les fractions annuelles de dividendes [illegible] plus sera divisé annuellement parmi les actionnaires à la proportion de leurs intérêts respectifs dans la Compagnie.

ARTICLE TREIZIEME.

Les actionnaires recevront leur dividende en argent, mais le montant qui devra leur être payé ne dépassera pas dix pour cent sur le montant du capital qu'ils possèdent, et le reste sera placé au crédit du compte de scrip non payé jusqu'à ce que le stock soit payé en plein.

ARTICLE QUATORZIEME.

La Direction, à sa première séance, élira annuellement, de son propre sein, un Président et un Vice-Président, qui resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés.

ARTICLE QUINZIEME.

Nul ne sera éligible comme Directeur de la Compagnie s'il ne possède, en son propre nom ou en celui de la maison de commerce dont il fait partie, à l'époque de l'élection, au moins cinquante actions de la Compagnie.

ARTICLE SEIZIEME.

La Direction aura le droit de nommer tels officiers et employés qu'elle jugera nécessaires pour l'administration de la Compagnie; pourra pour ces règlements ne soient pas en conflit avec les lois de cet Etat et le but réel et l'esprit de cet acte. Elle fixera le montant des émoluments des officiers et employés qu'elle aura nommés pour le service de la Compagnie, et elle aura, en outre, le droit de remplir toutes les vacances qui pourraient survenir dans le corps des Directeurs en se présentant.

ARTICLE DIX-SEPTIEME.

La Direction aura le droit de placer, de temps à autre, l'argent et le capital de la Compagnie en des terres et en hypothèques sur des propriétés foncières libres d'hypothèques et améliorées [illegible].

ARTICLE DIX-HUITIEME.

Des dividendes annuels seront faits de tel montant des profits de la Compagnie qu'il sera jugé convenable [illegible].

ARTICLE DIX-NEUVIEME.

Dans les dividendes annuels qui seront déclarés, ainsi qu'il est dit plus haut, le montant à payer aux actionnaires ne devra pas excéder dix pour cent sur le montant versé dans la caisse de la Compagnie [illegible].

ARTICLE VINGTIEME.

Lorsque le capital de la Compagnie aura été intégralement versé dans la caisse, la Direction aura le droit de déduire de chacun des dividendes annuels, et de mettre de côté, telle portion des dits dividendes [illegible].

ARTICLE VINGT-UNIEME.

Tout actionnaire qui manquera ou négligera de répondre à l'appel de fonds qui aura été fait par la Direction ainsi qu'il est pourvu dans l'article troisième, sera considéré comme ayant abandonné à la Compagnie toutes les sommes payées par lui sur le dit stock [illegible].

ARTICLE VINGT-DEUXIEME.

Aucune action ne sera transférée à moins que ce transfert ne soit enregistré sur les livres de la Compagnie [illegible].

ARTICLE VINGT-TROISIEME.

A l'expiration de la charte de la compagnie, ou plus tôt si les actionnaires le décident ainsi par un vote de la Compagnie [illegible].

ARTICLE VINGT-QUATRIEME.

Le Président signera toutes les polices d'assurance; il présidera toutes les séances de la Direction, conduira et administrera les affaires de la Compagnie, sous la surveillance de la Direction et en son absence, le Vice-Président le remplacera.

ARTICLE VINGT-CINQUIEME.

Il sera du devoir du Président et de la Direction [illegible].

ARTICLE VINGT-SIXIEME.

Les actionnaires ne seront responsables d'aucune perte ou dommage encourus par la Compagnie, au delà du montant de leur stock dans la Compagnie.

ARTICLE VINGT-SEPTIEME.

Cet acte de corporation pourra être modifié, changé ou amendé, ou la Compagnie pourra être dissoute [illegible].

ARTICLE VINGT-HUITIEME.

Les noms et l'intérêt respectif des parties ci-nommées à cet acte sont comme suit:

	Actions.	Montant.
J. A. Mattison,	[illegible]	[illegible]
Chs. H. Walker,	[illegible]	[illegible]
John McGinnis, Jr.,	[illegible]	[illegible]
Edward Rigney,	[illegible]	[illegible]
R. E. Godell,	[illegible]	[illegible]
A. B. Stafford,	[illegible]	[illegible]
Lamb, Quinlin & Co.,	[illegible]	[illegible]
George W. Munson,	[illegible]	[illegible]
Samuel Boyd,	[illegible]	[illegible]
H. D. McGinnis,	[illegible]	[illegible]
Thomas M. Simmons,	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Wm. F. Kellogg, [illegible]
A. Mattison & Co., [illegible]
James Byrnes, [illegible]
Samuel B. Slayback, [illegible]
Cohen M. Soria, [illegible]
Wm. Cunningham, [illegible]

	3000	$337,000

Fait et passé en la ville de la Nouvelle-Orléans, les susdites jour, mois et année, en présence d'Adolphe Lemee et de Lewis C. Woodville, témoins, qui ont signé avec les dites parties et moi, notaire.

Geo. W. Munson, C. A. Eager, Edwd. Rigney, et autres.
A. A. Lemee, L. C. Woodville,
Edwd. Barnett, notaire.

Pour copie conforme,
EDWD. BARNETT, notaire public.

Bureau des hypothèques—Nouvelle-Orléans, le 1er mai 1866.—Je, soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour la ville de la Nouvelle-Orléans, certifie par les présentes que le susdit acte a été enregistré, aujourd'hui, dans mon bureau, dans le livre No 8, No 6, page 100 à 109.

(Signé) CHAS. E. LEMEE,
Député du préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Eté—juin 6, 13, 20, 27.

DIX-SEPTIEME ETAT ANNUEL DE LA Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent de la Nlle-Orléans.

Nlle-Orléans, 22 mai 1866.

LES Directeurs, conformément à la charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie, le 30 avril 1866:

Primes d'incendie	$338,131 71	
Primes de marine	138,585 15	
Primes de rivières	266,549 99	
		$1,037,266 45
Montant des primes expirées		933,461 46
Pertes payées et estimées:		
Pertes d'incendie	$34,462 66	
Pertes de navires	72,666 05	
Pertes de rivières	243,365 85	
Remboursements payés ou lieu de scrip	79,783 82	
Taxes payées	25,123 34	
Réassurances payées	64,887 32	
Profits et pertes, dépenses générales, timbres, escompte ou moins, &c.	149,166 60	
		633,759 71
Bénéfice net		$297,701 75
Montant des primes participant au dividende		604,711 03

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets garantis par hypothèques	$60,545 00
Billets garantis par actions	[illegible]
Effets	[illegible]
Propriétés foncières	[illegible]
Placé en fonds consolidés et en bons de la ville	[illegible]
Placé en actions de banques	[illegible]
Scrip étrangers du pays, compte de scrip	[illegible]
Compagnie du Dry Dock Vallette	[illegible]
Dû pour primes et en voie de perception	[illegible]
En caisse	[illegible]
	$667,180 20

Le tableau qui précède est exact et une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.
HARRY V. OGDEN, secrétaire.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent comptant, sur tous ses certificats non payés de scrip aux porteurs légaux des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont également déclaré un dividende-scrip de SOIXANTE pour cent sur les primes expirées et ayant droit de participer pour l'année expirée le 30 avril 1866, et il sera émis des certificats, pour le dit dividende à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.
HARRY V. OGDEN, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Thos. A. Adams,	Saml H. Kennedy,
C. D. Buddecke,	James J. Hanna,
Saml B. Newman,	A. Baldwin,
F. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. Gibel,
A. Thomson,	A. B. Roading.

26 mai—3m

SUCCESSION DE FEU CHARLES FRIDÉ, DECEDE.

DEUXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 19,366—En vertu d'un ordre de vente rendu le 13 de janvier 1866 et à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, 9 juillet 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

DEUX TERRAINS situés au faubourg Delord, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues des Magasins, Poeyfarré, Duplantier et du Camp, désignés par les Nos. Vingt-cinq et Vingt-six, d'après un plan dressé par Edward Gottheil, arpenteur, daté du 26 mars 1849. [illegible]

Cette propriété appartient à la dite succession [illegible].

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

15 juin—22, 29—juil 9, 16

LA BANQUE DU SUD de la Nouvelle-Orléans vs. THOMPSON GREENFIELD.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 21,366.—En vertu d'un bref de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, sept de juillet 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—Deux terrains situés dans l'îlet borné par les rues St Charles, St Joseph, du Camp et de Julia, dans le Premier District de cette ville, et désignés par les Nos Un et Deux. [illegible]

2o—Un autre terrain situé dans l'îlet susdit, et contigu à la propriété ci-dessus décrite [illegible].

3o—Une portion de terre située dans le susdit îlet [illegible].

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

6 juin—15, 23, 30, 1 & 7 juillt

LA BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE vs LA DAME THOMAS WILLIAMS (SARAH PROCTOR).

QUATRIEME Cour de District de la Nlle-Orléans—No 17,172.—En vertu d'un ordre de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Charles Bienvenu, ci-devant Shérif et par celui-ci à moi transféré, je procéderai le VENDREDI vingt-neuf de juin 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Levée, de l'Indépendance, Casacalvo et du Congrès [illegible].

2o Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet sus dit, désigné par le No Trente-trois [illegible].

3o Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet sus dit [illegible].

4o Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville [illegible].

Ensemble, avec quinze (15) actions du Fonds Capital de la banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur les terrains sus décrits.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions: L'acquéreur fournira:

1o—Un Stock-Note de la somme de deux cent soixante (260) piastres payable le 1er mai 1867 [illegible].

2o—Un Stock-Note de la somme de deux cent quatre-vingts piastres (280) payable le 1er mai 1867 [illegible].

3o—Un Stock-Note de la somme de trois cent quarante piastres (340) payable le 1er mai 1867 [illegible].

4o—Un Stock-Note de la somme de trois cent vingt piastres (320) payable le 1er mai 1867 [illegible].

Et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication. [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

Mai—juin 5, 14, 22, 29

Julien Grassin vs James Harrison.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 17,395—En vertu d'un bref de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, dix de juillet 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain avec une portion de terre située dans l'îlet borné par les rues Liberty, Félicité, Howard et St-André [illegible].

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent [illegible].

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Un tiers du prix payable comptant au moment de l'adjudication, et la balance au crédit [illegible].

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

3 juin—16, 23—3, 10 juillet

Folger & Co. vs. Nelson Durand.

QUATRIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No [illegible]—En vertu d'un bref de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, vingt-quatre de juillet 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Clio, Erato, Tchoupitoulas et Magasin [illegible].

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la succession de J. [illegible].

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

20 juin—30—3, 17, 24 juil

LES CELEBRES CERCLES EN FER DE FASSMAN, POUR BALLES DE COTON.

MES CERCLES A BOUTONS, connus sous le nom de Buttons Tie, dont les premiers qui aient été placés au Sud; des milliers de plusieurs ont été employés avec succès. J'ai perfectionné la forme du bouton et l'ai pris une patente pour un cercle à boucle, qui, sous le rapport de la simplicité, de la facilité, de la rapidité avec lesquelles il s'adapte solidement aux balles de coton et de sa force, est supérieur à tout ce qui a été présenté jusqu'ici au public.

[illegible] les cercles en fer [illegible] des milliers de balles de coton ont été perdues parce que les cordes se sont pourries et cassées [illegible].

Les cercles sont d'une longueur de 10 pieds, 10 pieds et demi et onze pieds. [illegible] Le poids en est d'environ dix livres par paquet.

J'ai pris des mesures pour l'importation d'une grande quantité de fer anglais de la meilleure qualité et j'ai conclu des arrangements avec MM. Chambers & Latting pour la vente et la livraison de mes fers.

Navire Refuge, Nlle Orléans, 7 juillet, 1859

A M. H. Fassman.

Monsieur—En janvier dernier, je reçus de votre presse 1000 balles de coton, environ 1000 desquelles avaient vos cercles en fer. [illegible]

JOHN HOWARD, capitaine.

CHAMBERS & LATTING, Agents pour la vente des cercles en fer de Fassman ET Marchands de toile, de corde, et de ficelle d'emballage, Rue Carondelet, No 64, Nlle-Orléans.

17 juin—3m

B. ANTOGNINI, FABRICANT DE BILLARDS

Avec coussins à combinaison (brevetés.) 15......RUE CONTI......15

M. ANTOGNINI continue le même genre d'affaires. Tout ce qui concerne les billards se trouve dans son établissement, et entre autres articles des COUSSINS supérieurs à tous ceux employés jusqu'à ce moment. Ces COUSSINS, qui sont sans pareils, sont brevetés et sont reconnus comme supérieurs par le célèbre

C. BERGER, Premier joueur de l'Univers.

M. ANTOGNINI a dans le Nord une fabrique de billards qui lui permet d'en fournir de première qualité à ses clients, et à des prix modérés. Il tient un assortiment complet de draps de billard français et américains.

Il a des billards en marbre, en ardoise et en bois, au choix des acheteurs, ainsi qu'un nouveau système de billards carrés où l'on peut jouer sur la même table la partie de carambolage, la partie à quatre poches, celle dix poches et la poule.

Afin que le public puisse juger par lui-même, M. Antognini a toujours un billard que l'on peut essayer. Il vend aussi des jeux de LOTO complets et tout ce qui sert à fournir les billards.

M. ANTOGNINI ayant visité les meilleures fabriques du Nord, et en connaît des dernières perfectionnements peut livrer des billards égaux à ceux confectionnés au Nord.

M. ANTOGNINI tient aussi ROULETTES à boules, cylindres et JETONS; Boules et Quilles de TEN PIN ALLEY.

J. V. GOURDAIN, Courtier d'Actions, de Billets, de Change et de Propriétés foncières. Bureau, Passage de la Bourse, No 54, Entre les rues Bienville et Douane.

Il s'occupe, avec promptitude et à la satisfaction des personnes intéressées, de toutes les affaires qui leur seront confiées.

Il a un montant illimité à prêter, sur hypothèque reposant sur des propriétés foncières situées en ville.

8 juin—1m

Bureau du Commissaire des Vivres RUE JULIE No 189.

Nlle-Orléans, Lne, 14 juin 1866.

DES propositions cachetées en duplicata, accompagnées d'une copie de cette annonce, seront reçues, jusqu'au 20 juin, à midi, pour fournir au département des vivres, mille (1000) barils de farine extra, lesquels devront être livrés au Dépôt des Vivres, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, dans les quinze (15) jours qui suivront l'ouverture des propositions [illegible].

On peut avoir, au dépôt des vivres, dans cette ville, des échantillons de la farine qu'on demande.

Les barils devront être neufs et le haut doit en être doublé.

On donnera la préférence à la farine qui se conserve au Sud.

Les paiements s'effectueront, en monnaie courante aux Etats-Unis.

Les propositions devront être adressées au soussigné et endossées "Propositions pour la farine."

A. BECKWITH, Bvet. Brig. Gen. et Surnit. des vivres.

15 juin—juce 20

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Citoyens.

BUREAU, RUE CARONDELET, No 3.

Nlle-Orléans, 1er décembre 1865.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1865		$220,611 59
Savoir:		
Primes d'incendie	$142,295 65	
Primes de mer	34,722 62	
Primes de rivière	28,592 68	
En moins, primes non expirées		
Primes remboursées	28,355 60	
	1,306 00	29,661 33
Primes inscrites		$190,950 26
Pertes payées, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$23,215 57	
Sur les risques de mer	13,158 17	
Sur les risques de rivière	19,738 72	
Réassurances	$56,112 46	
Assurance pour cent remboursés	6,342 86	
Taxes et licences des Etats Unis, de la ville et de l'Etat	14,294 56	
Frais, profits et pertes, intérêts du scrip, escompte et intérêt en moins	10,079 23	
	35,709 79	143,500 34
Montant net des primes participantes		$45,450 20

L'actif de la Compagnie comme suit:

D'pour primes, en voie de perception	$41,604 10
Effets payés recevoir	[illegible]
Placé en actions de chemins de fer	[illegible]
Placé en actions de banque	71,452 00
Placé en scrip de Compagnies d'Assurance Mutuelle	[illegible]
Prêts sur garanties	[illegible]
Prêts sur hypothèque	[illegible]
En caisse	[illegible]

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, président.
H. CASTAREDE, secrétaire.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans. Assermentés et souscrits par devant moi, ce 12 décembre 1865.

SAMUEL MEYERS, Deuxième juge de paix dans et pour la paroisse d'Orléans

Les directeurs ont résolu de payer, à partir du 9 février 1866, six pour cent d'intérêt sur les certificats de scrip non encore payés; ils ont de plus déclaré un dividende-scrip de vingt-cinq pour cent sur les primes ayant droit de participer [illegible].

DIRECTEURS:

J. Lafitte,	J. Lemore,	D'que Bouligny
A. M. D'Hémecourt,	John Gauche,	Omer Gaillard
A. Miltenberger,	J. A. Blanc,	T. Avandano
A. Bécuel,	A. Marque,	Jos. A. White,
	A. Vedel [illegible]	29 déc 3

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle Orléans.

SEIZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, la Compagnie présente l'état suivant:

Montant des primes non expirées en 1865		$74,778 0
Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1865:		
Sur les risques d'incendie	$126,120 37	
Sur les risques de mer	28,223 02	
Sur les risques de rivières	37,692 61	
		391,641 78
Total des primes		$466,414 78
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1865	$30,204 00	
Primes remboursées	5,386 67	
		35,590 67
Montant net des primes		$370,764 00
Pertes: Sur les risques d'incendie	$44,420 60	
Sur les risques de mer	26,623	
Sur les risques de rivières	51,744 17	
Taxes	$122,789 13	
Réassurances	13,716 13	
Dépenses générales, intérêts en moins	9,000 00	
Intérêt du scrip	15,421 77	
	11,365 00	
Bénéfice net		$358,014 40

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets pour primes	$4,565 00
Effets garantis par nantissement et hypothèque	126,049 00
Dû pour primes en voie de perception	76,873 71
Actions de la Compagnie du Gaz, bons de l'Etat de la Louisiane, de la ville et autres bons	161,000 00
Actions de différentes compagnies locales	[illegible]
Propriétés foncières	[illegible]
En caisse	[illegible]
En moins: Intérêt non réclamé sur scrip	$6,003 20
Intérêt payable sur scrip	[illegible]
Réclamations non encore réglées	12,300 00
	41,000 00

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui, 3 janvier 1866, par-devant moi, soussigné, notaire public, a comparu, et pour la résidence personnelle, dans la dite ville, Jules Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire, de la Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans [illegible].

J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermentés et signé par devant moi, ce 3 janvier 1866.
F. CHS. CUVELLIER, Notaire Public.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de la compagnie pour l'année expirée le 31 décembre 1865 [illegible].

—DIRECTEURS—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm. Stevens,
George Urquhart,	Joseph Doyneaux,
J. A. White,	Chs. Lafitte,
W. F. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Reilly Blanchard, Jr.,	Jules Tuyes.

Mai—13—1m

MALADIES Secrètes, Pilules, Injection et Poudre du Dr VERGE.

TOUTES les maladies secrètes, anciennes et récentes, les gonorrhées, ulcérations, glaires, dartres, boutons, [illegible] du Dr P. VERGE. [illegible]

GAUDOZ Jr., pharmacien, [illegible]

Compagnie d'Assurance MUTUELLE DES MARCHANDS.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Primes reçues pour l'année expirée le 31 mai 1866 y compris les primes non expirées de l'année précédente:		
Sur les risques d'incendie	$998,193 99	
Sur les risques de rivières	471,[illegible]	
Sur les risques de mer	347,[illegible]	
Total des primes		$1,796,664 22
En moins—Primes non expirées le 31 mai 1866	$261,818	
Primes remboursées	33,169 28	
		$295,004 30
Montant net des primes au 31 mai 1866		$1,509,659 84
Pertes payées pendant l'année:		
Sur les risques d'incendie	$208,402 16	
Sur les risques de rivières	[illegible]	
Sur les risques de mer	[illegible]	
Taxes	$392,063 24	
Réassurances, Profits et Pertes	23,354 77	
Remboursés, 10 et 15 pour 100	176,826 09	
	79,298 76	
		$1,060,149 05
Intérêts, moins dépenses		$449,510 51
		2,148 37
Bénéfice net		$461,398 55
Montant net des primes au 31 mai 1866		$1,509,659 84
Même montant des primes sur lesquelles il a été remboursé 10 et 15 pour 100		547,966 00
Montant des primes participant aux profits		962,094 04

L'actif de la Compagnie est comme suit:

En caisse	$[illegible] 97
Propriétés foncières	147,621 29
Billets garantis par hypothèque	[illegible]
Billets garantis par nantissements	[illegible]
Actions de Banques	[illegible]
Primes en voie de perception	[illegible]
Effets à recevoir	[illegible]
Scrip d'autres Compagnies mutuelles	[illegible]
Bons de l'Etat de la Louisiane	[illegible]
Actions de la Presse "Levee Steam"	[illegible]
Actions du Dry Dock Vallette	[illegible]
Actions de la Compagnie du Gaz	[illegible]
Bons de la ville	[illegible]
	$1,604,028 30
En moins:	
Intérêts dûs et non réclamés	$41,372 06
Intérêts à payer en juillet	44,169 30
Scrip de 1860 payable en juillet	$103,847 44
Primes non éteintes le 31 mai 1866	165,083 00
	261,315 00
	$362,328 44
Actif net	$1,101,302 91

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans.

Nouvelle-Orléans, 5 juin 1866.

Qu'on se souvienne que le cinq juin 1866, par-devant moi, soussigné, juge de paix dans et pour la dite paroisse, ont personnellement comparu John Pemberton, président, et Paul Fourchy, secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands, lesquels ayant été dûment assermentés, conformément à la loi, ont déclaré que le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président.
P. FOURCHY, Secrétaire.

Assermenté et signé devant moi, ce—juin 1866.
PAUL W. COLLENS, Troisième juge de paix.

A une assemblée des Directeurs, tenue le 5 juin 1866, il a été résolu de déclarer un dividende, ou scrip, de QUARANTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier lundi de juillet prochain. LA BALANCE DUE PAR L'EMISSION DE SCRIP DE L'ANNÉE 1859 et six pour cent d'intérêt, en billets comptant, sur tous les scrips dus par la Compagnie.

DIRECTEURS.

John Pemberton,	Ed. Duparcour,
Pierre Poeta,	David McCoard,
Chs. Lafitte,	J. Mangère,
E. Z. Ralf,	J. Morgan Hé,
J. J. Fernandez,	L. F. Generes,
M. Puig,	

6 juin—3of

Compagnie d'Assurance de L'UNION DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Neuvième état annuel de la Compagnie d'Assurance de l'Union, publié ainsi que l'exige la loi et sa charte.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1866:		
Primes sur les risques d'incendie	$132,387 04	
" des rivières	21,921 92	
" des mers	38,896 74	
En moins, primes remboursées	203,207 03	
	3,480 64	
Primes non expirées le 30 avril 1866	199,726 44	
	58,928 06	
		200,800 74
Pertes payées dans la même période, savoir:		
Pertes par les incendies	$[illegible] 73	
par les rivières	24,599 45	
par les mers	26,411 48	
Total des pertes	58,366 66	
Réassurances	7,816 56	
Dépenses, intérêt sur le scrip et le profit compte de pertes et profits compte et compte d'intérêts	74,381 25	
Taxes et Revenu interne	7,094 72	
Quinze pour cent remboursés	33,606 67	
Réserve, pour risques non expirés	30,647	13—189,871 64
Bénéfice net		$41,000 00

L'actif de la Compagnie est comme suit:

[illegible]	132,189 20
Billets garantis par hypothèque	[illegible]
[illegible]	37,382 12
[illegible]	17,500 00
Actions des banques	[illegible]
Actions de la Compagnie de gaz	123,862 00
[illegible]	61,776 04
Primes en voie de perception	[illegible]
Propriétés foncières	15,380 38
	452,389 21

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

A. CHIAPELLA, Président.
M. OLAGNIER, secrétaire.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans—Ville de la Nlle Orléans.

Assermenté et signé par-devant moi, ce 9 mai 1866.
J. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré, un dividende-scrip de [illegible] pour cent sur les primes payées [illegible].

Il est en outre résolu de payer SIX pour cent d'intérêt, sur les certificats non payés de scrip [illegible].

La Compagnie continue d'assurer contre les périls des feux, des rivières, et de la mer aux taux les plus modérés.

DIRECTEURS:

J. H. Ringer,	L. F. Généres,
A. Chiapella,	L. W. Ogden,
B. Durrive,	[illegible]
E. Marquez,	J. J. Fernandez,
C. Alex. Adguesel,	A. Cassin,
Jos. A. Sangerot,	[illegible]
V. Barbin,	C. Rabedès,

10 mai—36f du 5 juin — S. Saby.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU SUN.

DIXIEME ETAT ANNUEL Pour l'année expirée le 31 décembre 1865.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1865, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$109,628 73	
Sur les risques de mer	45,422 67	
Sur les risques de rivière	267,055 67	
		$246,108 27
Risques non expirés le 31 décembre 1864		59,780 00—445,888 27
A déduire:		
Risques non expirés le 31 décembre 1865	63,348 60	
Primes remboursées le 31 décembre 1865	2,344 64	65,697 64
Montant net des primes le 31 décembre 1865		$476,184 08
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$34,740 62	
Sur les risques de mer	72,282 22	
Sur les risques de rivière	66,323	—173,346 48
Réassurances	34,049 44	
Taxes	12,144 13	
Dépenses, taxes, etc., escomptés du scrip	31,182 14	
Profits et pertes, etc		
Perte sur l'actif	136,985	66—449,655 74
Balance		$36,740 38

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placés en bons de la ville et de l'Etat	$144,263 00
Placé en actions de la Banque et du Gaz	211,200 00
Prêts garantis	113,200 00
Prêts sur actions	61,301 62
Primes dues et en voie de perception	17,551 62
Scrip de compagnies d'assurance mutuelle	149,109 22
Effets	3,900 00
En caisse	12,000 00
Total de l'actif	$1,123,374 64

La susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
JAMES EDWARDS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans.

Assermentés et signés par-devant moi, ce 17 janvier 1866.
SAMUEL MYERS, Deuxième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans.

L'intérêt de six pour cent sur les certificats de scrip non encore payés sera payé à partir du 12 février prochain.

THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice Président.
JAMES EDWARDS, Secrétaire.

DIRECTEURS:

John G. Gaines,	R. T. Lonsdale,
John C. Rishe,	Sumner Turner,
B. J. Hart,	S. Bienu,
R. M. Stanley,	J. B. Ross,
Henry Renshaw,	Thos. A. James,
Thomas Sloo,	J. C. Burnell.

Compagnie d'Assurance Mutuelle DE LA LOUISIANE.

Au coin des rues Camp et Gravier.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 28 février 1866		$566,549 64
Savoir—primes d'incendie	$[illegible] 40	
de de marine	183,702 71	
de de rivière	266,[illegible]	
En moins, primes remboursées et primes non expirées	$ 5,386 45	
	51,989 00	$56,640 00
		$5,[illegible]
Montant net des primes		$509,901 61
PERTES PAYEES.		
Pertes par l'incendie	$68,345 64	
Pertes sur mer	121,322 82	
Pertes sur les rivières	284,190 62	
Réassurances	$412,860 26	
Dépenses générales, taxes, intérêt, profits et pertes	30,229 30	
	148,918 13	
		564,015 76
Bénéfice net		$344,015 00

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placé en propriétés foncières	$47,000 00
Placé en hypothèques sur des propriétés foncières	[illegible]
Placé en bons de la ville et de l'Etat	101,250 00
Placé en actions de banques	118,150 00
Placé en actions de la compagnie du gaz	103,184 00
Placé en scrip de compagnies d'assurance	14,500 00
Prêts garantis	22,450 00
Primes	60,224 51
Billets	16,100 00
Primes en voie de perception	126,261 16
En caisse	37,149 2
	$677,000 00

Le tableau qui précède est une copie tirée des livres de la Compagnie.

CHARLES BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermentés et souscrits devant moi, ce 19 mars 1866.
EDMOND MEUNIER, Troisième juge de paix de la paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net a payé des primes pour l'année expirée le 28 février 1866 et il sera émis des certificats pour le dit dividende à partir du 2 juillet prochain.

Les certificats-scrip émis pour l'année 1859 seront payés et il sera payé en outre six pour cent d'intérêt, sur tous les certificats de scrip non encore payés, le deuxième lundi de mai 1866, aux porteurs de ces certificats ou à leurs ayants-cause.

CHARLES BRIGGS, Président.
A. CARRIERE, Vice Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Ant. Carrière,	Henry J. Voss,
George A. Fosdick,	Jas. Jackson,
Henry Flicker,	J. Mangère,
R. Brugier,	Alfred Raimonds,
[illegible]	Chs. Weisbaum,
Charles Lafitte,	A. Lecasse,
John L. Manuel,	Frank Williams,
F. Anderson,	Thomas Byrne,
Alfred Kearny,	John Turnbull,
A. D. Montgomery,	N. A. Violett,
A. J. Fradat,	P. Poeta,
P. F. Wilson,	H. Bell,
Jno. W. Dunbar,	Hugh McDonald,
W. F. Stockmeyer,	Andrew J. Phelps,
George W. Hynson,	Wm. H. Pinckard,
	Thomas L. Bryan,
	S. L. Wachburn.

31 mars—1m nous.

D. H. Mendell contre Mme T. A. Baptiste et son mari.

COUR DU DEUXIEME Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans—No 5465—En vertu d'un writ de fieri facias qui m'a été adressé par l'honorable G. H. Braughn, Deuxième Juge de Paix, dans l'affaire ci-dessus, je vendrai à l'encan public, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, lundi, 23 juillet 1866, à midi, la propriété décrite ci-après, savoir:

Un certain terrain, avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, situé dans l'îlet, compris entre les rues Franklin, Liberté, Thalie et Erato. Le dit terrain a trente-cinq pieds de face dans la rue Franklin, sur cent quarante pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

—Saisie dans le susdit procès.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication, en billets du Trésor des Etats-Unis.

JOHN C. KUZAC, Constable du Deuxième Juge de Paix.

26 juin—28—juillet—12,22

INSURANCES.

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS. TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending 31st May, 1866, including unearned premiums of the previous year:		
On Fire Risks	$998,193 99	
On River Risks	471,135 62	
On Marine Risks	347,318 69	
Total premiums		$1,796,664 22
Less premiums unearned on 31st May, 1866		[illegible]
Return premiums		[illegible]
Net earned premiums 31st May, 1866		$1,509,659 84
Losses paid during the year:		
On Fire Risks	$208,402 16	
On River Risks	[illegible]	
On Marine Risks	[illegible]	
Total losses	$692,063 24	
Taxes	23,354 77	
Reinsurance and profit loss	176,826 09	
10 and 15 per cent return	79,298 76—1,060,149 05	
Add Interest, less expenses		2,148 37
Net Profit		$461,398 55
Net earned premiums 31st May, 1866		$1,509,659 84
Less amount on which ten or fifteen per cent have been returned		547,966 00
Amount participating in profit		962,094 04

The Company have the following assets:

Cash on hand	$[illegible] 97
Real Estate	147,621 29
City Bonds	[illegible]
Gas Light Stock	[illegible]
Notes secured by mortgage	[illegible]
Notes secured by pledge	[illegible]
Bank Stocks	[illegible]
Bills receivable	[illegible]
Premiums in course of collection	[illegible]
Scrips of Mutual Companies	[illegible]
Louisiana State Bonds	[illegible]
Stock Levee steam Cotton Press	[illegible]
Stock Vallette Dry Dock Company	[illegible]
	$1,604,028 30
Less—Unclaimed interest due on scrips	$41,372 06
Interest payable in July next on all outstanding scrips	44,169 30—85,541 36
Scrip of 1860 redeemable in July next	103,847 44
Unearned premiums on 31st May, 1866	261,315 00—502,728 44
Net assets	$1,101,302 91

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this 5th day of June, 1866, before me, the undersigned, a Justice of the Peace in and for the Parish aforesaid, personally came and appeared JOHN PEMBERTON, President, and PAUL FOURCHY, Secretary of the Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans, who, being duly sworn, according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 5th day of June, 1866.
PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th of June, 1866, it was resolved to declare a scrip dividend of 40 per cent. on the net earned participating premiums for the year ending on the 31st May, 1866, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay, on and after the second Monday in July next, the balance due on Scrip issued in 1859, and six per cent. interest in current currency on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS

Ed. Duparcour,	John Pemberton,	David McCoard,
J. Mangère,	Pierre Poeta,	E. Z. Ralf,
L. F. Generes,	M. Puig,	J. J. Fernandez
	J. Morgan Hed,	Chas. Lafitte.

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE Co. New Orleans, 61 Camp street.

TENTH ANNUAL STATEMENT FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1865.

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1865, viz:		
On Fire Risks	$109,628 73	
On Marine Risks	45,422 67	
On River Risks	267,055 87	
		$386,108 27
Unterminated Risks, December 31, 1864		59,780 00—445,888 27
Unterminated Risks, December 31, 1865	63,348 60	
Return Premiums Dec. 31, 1865	2,344 64	65,697 64
Net Earned Premiums December 31, 1865		$476,184 08
Losses paid during the same period, viz:		
On Fire Risks	$34,740 62	
On Marine Risks	72,282 22	
On River Risks	66,323	173,346 48
Add Reinsurance		34,049 44
Fifteen per cent. Discount		
Expenses, Taxes, etc., less Discount and Interest		70,160 00
Profit and Loss, etc., Loss on Assets		31,182 14
Balance		[illegible]

The Company have the following assets, viz:

Invested in City and State Bonds	[illegible]
Invested in Bank and Gas Stocks	[illegible]
Loans on Pledge	[illegible]
Bills receivable for Premiums	[illegible]
Premiums Due in course of Collection	[illegible]
Scrip of Mutual Insurance Companies	[illegible]
Unsettled Premiums	[illegible]
Cash in Bank	[illegible]
Total amount of assets	$1,123,374 64

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.
JAS. EDWARDS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to before me this seventeenth day of January, 1866.
SAMUEL MYERS, Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The interest of SIX PER CENT. on the Outstanding Certificates of Scrip will be paid on and after the 12th day of February next.

THOMAS SLOO, President.
JNO. G. GAINES, Vice-President.
JAMES EDWARDS, Secretary.

DIRECTORS

Jno. G. Gaines,	R. T. Lonsdale,
John C. Rishe,	Sumner Turner,
B. J. Hart,	S. Bienu,
R. M. Stanley,	J. B. Ross,
Henry Renshaw,	Thos. A. James,
Thomas Sloo,	J. C. Burnell.

Jan18 daly

N. O. Mutual Insurance Company OF NEW ORLEANS.

SIXTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums not terminated 1864		$74,778
Premiums received during the year ending 31st December, 1865:		
On Fire Risks	$126,120 37	
On Marine Risks	28,223 02	
On River Risks	37,692 61	
		391,641 78
Total Premiums		$466,414 78
Less Premiums unearned 31st Dec., 1865	$67,304 00	
Return Premiums	5,386 67	
		35,690 67
Net earned Premiums		$370,764 00
On Fire Risks	$34,429 60	
On Marine Risks	26,623	
On River Risks	51,744 17	
Taxes	$122,789 13	
Reinsurance	13,716 13	
General Expenses, less interest received	9,000 00	
Interest on Scrip	15,421 77	
	11,365 00	186,701 51
Net Profit		$358,014 49

The Company have the following assets:

Bills receivable for Premiums	$4,565 00
Notes secured by Pledge and Mortgage	126,049 00
Due for Premiums in course of collection	76,873 71
Gas Light Co. Stock, Louisiana State, City and other Bonds	161,000 00
Stock of sundry Mutual Insurance Companies	[illegible]
Real Estate	[illegible]
Cash on hands	[illegible]
	$[illegible]
Less: Unclaimed Interest on Scrip	6,003 20
Interest payable on outstanding Scrip	21,[illegible]
Claims unsettled	12,300 00
	41,000 00
	$[illegible]

STATE OF LOUISIANA, Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this day, the 3d of January, 1866, before me, the undersigned, a Notary Public, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 3d day of January 1866.
F. CHAS. CUVELLIER, Notary Public.

The Board of Directors have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1865, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The interest, of six per cent. due on the outstanding certificates of profits, will be paid to the holders thereof, or their legal representatives on and after the second Monday of March.

—DIRECTORS:—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm. Stevens,
George Urquhart,	Joseph Doyneaux,
J. A. White,	Charles Lafitte,
W. F. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Reilly Blanchard, Jr.,	Jules Tuyes.

Jan16 Sixd

Louisiana Mutual Insurance Co., CORNER OF CAMP AND GRAVIER STREET

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement: Total premiums for the year ending 28th February, 1866 .... $566,549 64

Viz—Fire Premiums	$[illegible]	
Marine do	183,702 71	
River do	266,[illegible]	
Less Return Premiums	$5,386 45	
Less Unterminated Premiums	51,989 00	
		$56,[illegible]
Net earned Premiums		$509,901 61
Losses paid, viz—		
Fire Losses	$68,345 61	
Marine Losses	121,322 82	
River Losses	284,190 62	
Reinsurance	$412,860 26	
Sundry Expenses, Taxes, Interest and Profit and Loss	30,229 30	
	148,918 13	
		564,015 76
Net Profits		$344,015 00

The Company have the following Assets, viz:

Invested in Real Estate	$47,000 00
Invested in Mortgages on Real Estate	[illegible]
Invested in City and other Bonds	101,250 00
Invested in Bank Stocks	118,150 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	103,184 00
Loaned on Pledges	14,500 00
Bills Receivable	22,450 00
Premiums in course of collection	126,261 16
Cash on hand	37,149 21
	$677,000 00

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

CHARLES BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 19th day of March, 1866.
EDMOND MEUNIER, Third Justice of the Peace, in the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved, to declare a Scrip dividend of thirty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1866, for which certificates will be issued on and after the 2d day of July next.

The Scrip Certificate issued for the year 1859 will be redeemed, also 6 per cent. interest on all outstanding Certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1866, to the holders thereof, or their legal representatives.

CHARLES BRIGGS, President.
A. CARRIERE, Vice-President.
J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES:

Charles Briggs,	Archibald Montgomery
Ant. Carrière,	Henry J. Voss,
George A. Fosdick,	Jas. Jackson,
Henry Flicker,	J. Mangère,
R. Brugier,	Alfred Raimonds,
[illegible]	Charles Weisbaum,
Charles Lafitte,	A. Lecasse,
John L. Manuel,	Frank Williams,
F. Anderson,	Thomas Byrne,
Alfred Kearny,	John Turnbull,
A. D. Montgomery,	N. A. Violett,
A. J. Fradat,	P. Poeta,
P. F. Wilson,	H. Bell,
Jno. W. Dunbar,	Hugh McDonald,
W. F. Stockmeyer,	Andrew J. Phelps,
Geo. W. Hynson,	Wm. H. Pinckard,
	Henry B. Bryan,
	S. L. Washburn.

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT Court of New Orleans—I hereby certify, that on the [illegible] day of [illegible] 1866, judgment was rendered in the above entitled suit, in the words and figures following, to wit:—No. 21,371.—Lilly M. Benjamin vs. James K. Benjamin, her Husband.—On motion of Roselius & Philips, of counsel for plaintiff, and on producing to the Court due proof of plaintiff's demand, it is ordered and adjudged, that the judgment by default entered herein be confirmed and made final, and that judgment be rendered in favor of the plaintiff, Mrs. Lilly Nicholls Lowe, wife of James Kishbaum Benjamin, and against said James Kishbaum Benjamin, decreeing a separation of property between said parties at defendant's costs.

Rendered May 4th, 1866. Signed June 24, 1866.
(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 2d day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, and the 90th year of the Independence of the United States.

J. S. CHALON, Deputy Clerk.

je 5 12 19 26 jy 3

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 4th day of June, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit:—No. 19,360.—Mrs. Annie E. Gary, wife of J. T. Hardie, vs. her Husband.—For the reasons assigned in the written opinion of the Court this day delivered and filed herein, It is adjudged and decreed that the plaintiff, Mrs. Annie E. Gary, have judgment against the defendant, John T. Hardie, her husband, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquests and gains now existing between them, and that she do have and recover of her said husband the sum of twenty-one thousand nine hundred and sixty-three dollars and fifty cents, with five per cent. interest thereon from judicial demand and costs of suit. And that she have the separate administration of all her effects, and that her legal mortgage be recognized and enforced for the payment of said sum.

Judgment signed June 6th, 1866.

J. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 20th day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six and the ninetieth year of the Independence of the United States.

F. J. LAIZER, Deputy Clerk.

je21 jy3 6

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, on the 24th day of May, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit—No. 21,346—Eliza Marie Jeanne Gosselin, wife of A. B. Charpantier, vs. her Husband—On motion of Roselius and Philips, of counsel for the Plaintiff, and upon producing to the Court due proof of her demand, It is ordered and adjudged that the Judgment by Default, entered herein on the 21st instant, be now confirmed and made final, and that Plaintiff, Mrs. Emire Marie Gosselin, wife of A. B. Charpantier, recover of the Defendant, A. B. Charpantier her husband, the sum of Eight Thousand Four Hundred and Ninety-Nine 50/100 Dollars, with legal interest, [illegible].

Judgment rendered May 25th, 1866; Signed May 29th 1866.

(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on the 29th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

je1 8 15 22 29

THE STATE OF LOUISIANA, FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 26th day of May, 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:—No. 15,666—Eliza B. Walker vs. her Husband—On motion of William S. Stansbury, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof of the claims of said Eliza Baker Walker, It is ordered and adjudged that the default entered on the 16th May, 1866, be now confirmed and that there be judgment in favor of Mrs. Eliza Baker Walker, wife of Samuel R. Walker, that the community of acquests and gains heretofore existing between them, be and the same is hereby dissolved [illegible].

Judgment rendered 26th May, 1866. Signed 31st May 1866.

(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof I have hereunto set my hand and affixed the Seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 8th day of June, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

LOUIS POWER, Clerk.

je8

State of Louisiana.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—The State of Louisiana, To all whom these presents shall come—Greeting.

Whereas, Edward William Huntington, having purchased at a sale made by the Sheriff of the parish of Orleans the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the third day of October, 1866, for a monition or advertisement in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding," approved March 10th 1834:

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein, are hereby cited and admonished in the name of the State of Louisiana and of the Sixth District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality, in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time or manner of sale, or for any defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the parish of Orleans on the 3d day of October, 1865, by virtue of a decree of the Court [illegible].

Description of the property as given in the Judicial Conveyance, viz:

A CERTAIN PORTION OF GROUND, with the three-story Brick store No. 7 (now No. 54) Gravier street [illegible].

Clerk's office, this 12th June, 1866.

F. J. LAIZER, Deputy Clerk.

je14 21 30 jy18 21

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 17th day of May, 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 18,124.—Mrs. Jeanne Florence Verneuil, wife of Pierre Lareau, versus her Husband.—Judge Court having duly considered the pleadings and evidence and being of opinion that the law and evidence are in favor of plaintiff [illegible].

Judgment signed May 24th, 1866.

J. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 24th day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninetieth year of the Independence of the United States.

WM. WOELPER, Deputy.

je9 31 jy 9 & 2d

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 11th day of June, 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 15,—Bridget Trower vs Her Husband. [illegible]

Judgment rendered 12th June, 1866. Signed June 20th, 1866.

(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 21st day of June, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninetieth year of the Independence of the United States.

A. D. BERRIGON, Deputy Clerk.

je 36 jy 3d

Succession of Joseph Bertoli.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 30,217.—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the Administrator of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

je 23 28 jy 1

CONSTABLE'S SALES.

F. Ange vs. Capt. Rogers and Owners Brig Derby.

THIRD JUSTICE COURT OF NEW ORLEANS No. 16.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Paul W. Collens, Judge of said Court, in the above entitled suit, I will proceed to sell at public auction, at ALGIERS, opposite the wharf of the Opelousas Rail Road, on MONDAY, the 9th day of July, 1866, at 12 m.—

The Brig DERBY, her tackle, apparel, &c.

Seized in the above suit.

Terms—Cash in U. S. Treasury notes.

ARTHUR LANGE, Constable.

je 15 jy9

E. Cottrau vs. H. Raphael and Family.

THIRD JUSTICE'S COURT—PARISH OF ORLEANS—Nos 112, 113, 114 and 115.—By virtue of four writs of fieri facias to me directed by Hon. Paul W. Collens, Third Justice of the Peace, in the above entitled suit, I will proceed to sell, at 12 o'clock, m., on SATURDAY, the 30th day of June, 1866, at the auction room of G. de Feriet, No. 42 Royal street—

Six TRUNKS and contents.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes.

ARTHUR LANGE, Constable.

je28 30

PHOTOGRAPHS.

61 CAMP STREET......61 CAMP STREET.

PRICES REDUCED.

THE undersigned respectfully begs leave to mention to his old patrons and the public, that the quality of the light at this season of the year enables us to turn out very superior pictures. We are working two lights by the best operators in the city, and with his own personal attention he defies competition in all styles of pictures, especially in family groups and children's portraits. We are prepared to execute orders for all styles of paintings. Copies or from life in the most beautiful, and artistic manner, having the best artists and colorists in the country. We would call especial attention to the beautifully colored porcelaine pictures, which we are not surpassed by the finest miniatures on ivory.

Please call and see specimens of our work before trying elsewhere.

E. ANDERSON, 61 Camp street, N. O.

mys16 1m

PRIVATE DISEASES.

MR. E. GAUDOZ, Druggist, from Paris, informs the public that he has returned from France, and can be consulted, daily, at his Drug Store, corner Conti and Burgundy streets, where he attends, as heretofore, to the treatment of Chronic, Private and Cutaneous Diseases, Eczema, Eruptions, Pimples, Itching, Rosy Drops, Specifics, Chronic Gonorrhoea, Gleets, Oozings, Chlorosis, the Whites, and all disease of the Genito Urinary organs of both sexes, are most successfully treated.

Consultation hours, from 9 o'clock, A. M., to 6 P. M.

Dr. Ricord's Opiat and Injection.

THE above Preparations are the only ones used by Dr. Ricord for the rapid cure of Gonorrhoea and Gleet.

For sale by E. GAUDOZ, corner Conti and Burgundy sts

WANTED.

A PURCHASER for the Stock, License, Inventory and Lease of a small Family Grocery, in a good location, and of long and good standing. To be sold on account of ill health. Apply to

V. BATTALORA, No. 12 Main street.

my27 1m

Molasses!

CHOICE reboiled Porto Rico in barrels, halves and kegs. For sale by

J. AVET, at the Rice Stores, Corner Old Levee and Bienville.

my 31 1m

Carpetings, Curtains Mattings, &c

WE have lately received a handsome assortment of CURTAIN MATERIALS, such as Satin de Laine, Reps, Worsted Damasks, and Lace Curtains of various qualities. Loops, Gimps, Cornices, Bands, Pins, &c., &c. CARPETINGS of all kinds and qualities. FLOOR OIL CLOTHS, MATTINGS, and all articles in our line, which we offer at greatly reduced prices.

A. BROUSSEAU & CO., Importers, 18 Chartres street

Removal.

THE office of the New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad has been removed to No. 69 Canal street, near Old Levee street.

GEO. W. SQUIRES, Secretary.

Lost Certificate.

A CERTIFICATE, No. 2,477, dated 23d October 1862, for thirty shares of the capital stock of the Commercial Bank of New Orleans in favor of Joachim [illegible], having been lost or mislaid, application for the renewal of the same has been made this day.

New Orleans, June 18th, 1866. je17 6w 1a w

Tennessee Iron.

THE undersigned agent for the sale of Hellman, Bro. & Co.'s Celebrated Tennessee Iron, is now prepared to execute orders for all sizes, Flat, Round, Square, Horse Shoe, Plough Slab and Boiler Iron.

C. M. SLOCOMB, 74 Canal street and 26 Common street.

jei 6

AUCTION SALES.

V. GERODIAS & CO'S SALES.

Succession of Dominique [illegible]—No. 26,799.

BY V. GERODIAS & CO.

J. B. CROZAT, Auctioneer.

Office—Corner Exchange Alley and Conti streets.

WILL be sold on THURSDAY, [illegible] 1866, at 12 o'clock, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order of sale from the Honorable John W. Thomas, Judge of the Second District Court of New Orleans, dated May 29th, 1866, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, situate in the Third District of this city, in square No. 21, bounded by Urquhart, Girod, Frenchmen and Union streets, and designated by lot No. 171, on the plan of said faubourg Marigny, said lot having in French measure, 24 feet 9 inches front on Urquhart street, by 120 feet depth, bounded on the side toward Union street by lot No. 186, 187 and part of lot No. 185.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes.

Act of sale before W. J. Castell, notary public, at the expense of the purchaser, comprising the stamp of the Internal Revenue.

je 4 12 19 27 jy 5

G. DE FERIET'S SALES.

In the matter of John de Blois vs. Edward de Blois and Victor Martel Pesson, through his Tutor, Victor Pesson.—No. 26,897 of the Docket of the Second District Court.

BY G. DE FERIET, Auctioneer.

Office, No. 42 Royal street.

SATURDAY, June 30th, 1866, at 12 o'clock, M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated May 24th, 1866, the following described property belonging to said succession:

A LOT OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, etc., designated by the No. 2 on a sketch appended to the instrument of Carmelite Clerk, made before C. V. Foulon, notary public, in this city, on the 17th June, 1861; which lot of ground is comprised in the square bounded by Bayou Road, Esplanade, Marais and Villere streets, and measures 30 feet front on Villere street, the same dimension on the oblique line in the rear, by 106 feet, 11 inches and 7 lines in depth on the line nearest Esplanade street, and with all the depth that it may have on the other line which is about 95 feet 4 inches and 6 lines on the line towards Bayou Road [illegible].

The buildings and improvements on said lot consist of a very comfortable two-story frame house with balcony and mansard [illegible].

Terms—One-third cash, and the balance in two equal installments on a credit of 12 and 18 months from the date of adjudication [illegible].

Act of sale before [illegible] notary public, at the expense of the purchaser who will be required to pay the U. S. Internal Revenue stamps to be affixed to said act.

my28 je 13 20 30

Fine Building Lot on Derbigny Street, between St. Philip and Dumaine streets.

Succession of Mrs. H. D. Cochrane—No 20,372.

BY G. DE FERIET, Auctioneer.

Office No. 42 Royal street

TUESDAY, July 17th 1866, at 12 o'clock, M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans dated June 13th, 1866 (Court Docket No.—) the following described property belonging to said succession viz.:

A LOT OF GROUND situated in the Second District of this city, in square bounded by Dumaine, St. Philip, Derbigny and Roman streets, measuring 30 feet 7 inches front on Derbigny street, by 109 feet 11 inches depth and 41 feet 7 lines in width on the rear line.

The whole according to plans.

Terms—One-half Cash and the balance on a credit of one year, on notes of the purchaser, secured by special mortgage on the property sold, and bearing interest at the rate of eight per cent. per annum from date until maturity and eight per cent. after maturity until final payment [illegible].

Act of sale before Amédée Ducatel, notary public, at the expense of the purchaser.

je 16 23 30 jy 7 14 17

J. N. HENRIQUES'S SALES.

BY J. N. HENRIQUES, Auctioneer.

Office—Common street, near Baronne street.

WILL be sold on SATURDAY, the 21st day of July, 1866, at the hour of 12 o'clock, M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange on Royal street between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable Second Judicial District Court for the Parish of St. Bernard, dated [illegible], the following property belonging to the succession of the late Robert Ward, viz:

A TRACT OF LAND situated on Bayou Gentilly, in the parish of St. Martin, in township [illegible] containing [illegible] acres [illegible].

AND a certain Tract OF LAND measuring SEVEN HUNDRED AND TWENTY ACRES OF LAND [illegible].

Terms—Cash, in United States Treasury Notes.

je 20 27 jy 4 11 18 21

S. GUINAULT'S SALES.

Sale for a Partition.

L. J. Bourgeois vs Louis Bourgeois, wife of Thomas Taquino and als—No. 27,033.

BY S. GUINAULT, Auctioneer.

Office, corner of Bienville and Exchange Alley.

SATURDAY July 28th, 1866, will be sold at 12 o'clock M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, in Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable J. W. Thomas, Judge of the Second District Court of New Orleans and signed on the 13th June 1866 the following described property to-wit:—

A LOT OF GROUND situated in the Second District of this city [illegible].

Terms—One-half cash and the balance at twelve and eighteen months' credit [illegible].

Act of sale before A. F. Boudousquié, notary public, at the expense of the purchaser, as well as the Internal Revenue stamp.

The taxes of 1866, due in 1867, to be paid by the purchaser.

je9 jy 1 14 21 28

JUDICIAL SALES.

Louisa Hathaway, Widow of J. E. Wheeler, vs. Joseph Kaiser.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 21,181.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 28th day of July, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz.:

1. A LOT OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District of this city [illegible].

2. TWO LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District, in the square bounded by St. Mary, Fulton, St. Andrew and Erato streets [illegible].

3. AND TWO LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District, in the square bounded by Eighth, Ninth, Levee and Water streets, and designated as lots Numbers One and Two [illegible].

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

je27 jy3 12 21 28

Jean Baptiste Letorey vs Succession of Felix John Forstall.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 26,793.—By virtue of a writ of seizure and sale, directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Charles Bienvenu, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred, and also by a virtue of a decree of date June 23d, 1866, and to me directed by the said District Court, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the Fourteenth day of July, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

1. A CERTAIN SQUARE OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, known as the Mississippi Cotton Press, and all the rights, privileges, customs, ways, servitude and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the First District of the City of New Orleans, bounded by Tchoupitoulas, Market, Richard and Religious streets [illegible].

2. A CERTAIN PORTION OF GROUND, together with all the buildings and improvements, known as the Branch Cotton Press, formerly Branch Warehouse, and all the rights, privileges, customs, ways, servitudes and appurtenances thereunto belonging [illegible].

Being the same property the deceased acquired by purchase from plaintiff, per act passed before F. C. Cuvellier, notary public in this city, on the 1st day of November, 1859.

Seized in the above suit.

Terms—This being the second and last auction the said property will be definitely adjudicated to the highest and last bidder, i. e. The purchaser furnishing bond, payable at twelve months' credit, with good and sufficient security, bearing eight per cent interest per annum from date and special mortgage on the property sold until final payment [illegible].

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

je27 jy26 10 14

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST NO. 186 CANAL STREET, BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS.

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

CHARTER OF THE Atlantic Insurance Company OF NEW ORLEANS.

STATE OF LOUISIANA, City of New Orleans.

BE IT KNOWN that this Twenty-sixth day of April, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, before me, Edward Barnett, a notary public in and for the City and Parish of New Orleans, duly commissioned and sworn, personally came and appeared the persons whose names are hereunto subscribed, who declared that availing themselves of the provisions of the statutes of this State, relative to the organization of corporations [illegible] have covenanted and agreed, and do by these presents covenant, agree and bind themselves to form themselves into and constitute a corporation for the objects and purposes, and under the stipulations and regulations following, viz:

FIRST.

The name and title of said corporation shall be the ATLANTIC INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, and its domicile is hereby established in the city of New Orleans. It shall commence its business as soon as the whole amount of its capital stock shall have been subscribed for, and it shall exist for twenty-five years from the date hereof. It shall have power to have and use a common seal, and to devise the cost or arms of the State of Louisiana and for an inscription the name of the Company and the date of this act.

SECOND.

The objects and purposes of the Company are hereby declared to be:

1st. To make insurances upon Dwelling Houses, Stores, Cotton Presses and every other description of Buildings, Household Furniture, Goods, Wares, Merchandise, Machinery and other property, against loss or damage by fire.

2d. To make insurances upon ships and other sea vessels, Steamboats and other vessels, Freight, Goods, Bills of Exchange and other evidences of Debt, Commissions, Profits, Bullion or Money and against all Marine or Inland Transportation risks, Bottomry and Respondentia Interests, and upon Lives and other accidents, in other words to insure, marine, river life and accident insurance of any kind whatsoever, with purposes of exercising all or either of said purposes.

The Company may cause itself to be reinsured against any risk upon which it shall have made insurance; and all citation, notices and other legal process, wherein the Company may be interested, shall be served on the President, who is to be appointed in the manner hereinafter provided for.

THIRD.

The capital stock of said Company shall be three hundred and seventy-five thousand dollars divided into three thousand seven hundred and fifty shares of one hundred dollars each, to be paid for at the time and in the manner following, to wit:

The subscribers to the said stock shall pay into the hands of the President, upon the organization of the Company for business, the sum of Twenty Dollars in cash on each and every share subscribed by them, and furnish their notes, to the order of the Company for the remaining eighty dollars, payable on demand at the office of said Company, at such times and in such amounts as the Board of Directors may determine; provided that the same shall be made by installments of not more than twenty dollars on each share, and such periods as may be agreed upon by said Directors, and thirty days notice in the French and English languages in two newspapers published daily in the city of New Orleans shall be given of payment or payments to be made, which said capital stock of Three Hundred and Seventy-five Thousand Dollars may be increased to One Million Five Hundred Thousand Dollars as hereinafter provided for.

FOURTH.

All the corporate powers of said Company shall be exercised by a Board of Directors composed of nineteen stockholders to be elected on the first Monday in January of each year, at the office of the Company. Notice of such elections shall be given and continued for ten days immediately preceding said election in the French and English languages as above provided for.

The Board shall appoint three stockholders inspectors to preside at such elections, and if any of said inspectors decline or fail to attend, the President shall appoint others to act in their stead. The Board thus elected are to take their seats on the first Monday of the month of January in each year, and to hold their seats until their successors are elected and qualified.

FIFTH.

The first Board of Directors shall consist of the following stockholders, who shall remain in office until the first Monday in January, 1867, or until their successors are elected and qualified, viz:

J. A. Matteson,	Saml. Boyd,
R. E. Godell,	Thos. M. Simmons,
Jno. McGinnis, Jr.,	James Byrnes,
Edwd. Rigney,	Chas. H. Walker,
H. H. Stanley,	H. A. Wheelock,
Geo. W. Munson,	N. H. Thomas,
M. D. McGinnis,	W. F. Kellogg,
A. B. Hitchcock,	C. M. Soria,
C. A. Eager,	Chas. E. Slayback,

B. L. Mann.

SIXTH.

In all elections the vote shall be by ballot, and those stockholders receiving the plurality of votes of the stockholders present shall be considered duly elected; and in the event of no election taking place on the day aforesaid, the President shall order another election to be held within ten days thereafter, and give notice of the same as aforesaid.

SEVENTH.

Each stockholder shall be entitled either in person or by proxy to vote for each and every share which he, she or they may respectively own; provided that no individual, corporation or company vote on any stock transferred to him or them within ninety days prior to said election.

EIGHTH.

Each and every holder of scrip shall be entitled to vote at all elections of Directors, provided said vote be given to stockholders of the Company, and be entitled to one vote for each and every hundred dollars of scrip provided that no individual, corporation or company shall be entitled to a greater number of votes than five, and that no scrip shall be voted upon transferred to him within ninety days prior to such election.

NINTH.

In the yearly dividends to be declared by said Company the insured shall participate to the extent of the premiums paid by them during the year, and the stockholders to the extent of the capital stock held by them.

TENTH.

The insured who shall claim and receive a return of twenty-five per cent. of their premiums, shall forfeit to the insured and stockholders all their rights in the profits of the Company.

ELEVENTH.

The insured shall be entitled to receive a certificate of profits bearing six per cent. interest, which certificate shall be signed by the President and Secretary, and shall contain a clause that should the losses of the Company in any year exceed the premiums and the surplus of the Company funds and the whole of any part of the outstanding scrip, said certificates shall be reduced so as to make good the deficiency.

TWELFTH.

No certificate shall be issued for the fractional parts of sums less than even Tens of Dollars, and any such sums as may have been declared in a fractional parts of the dividend [illegible] shall be divided pro rata amongst the stockholders in proportion to their respective interests in the Company.

THIRTEENTH.

The stockholders shall be paid their dividends in cash, but the amount to be thus paid shall not exceed ten per cent. on the amount of stock held by them, and the balance shall be passed to the credit of unpaid stock account until the said stock is paid in full.

FOURTEENTH.

The Board of Directors shall at their first meeting in every year elect one of their own members President and Vice-President, who shall hold their offices until their successors are elected.

FIFTEENTH.

No person shall be capable of being a Director of said Company who does not at the time of the election and during his continuance in office hold in his own name or that of the commercial firm to which he may be a partner at least fifty shares of the stock of said Company.

SIXTEENTH.

The Board of Directors shall have the power to appoint such officers, clerks and employees as may be necessary for the conducting of the business of said company, and to make such rules and regulations as may be deemed necessary for the government of said Company; provided the same be not contrary to the laws of this State, the true intent and meaning of this act.

They shall also fix the compensation of the officers, clerks and employees, and fill any vacancy which may occur in their number in the Presidency.

SEVENTEENTH.

The Board of Directors shall have power to invest from time to time, the money and capital of the Company in real estate situated within the United States, improved real estate situated within the United States, in stocks or loans of the United States, or of the States [illegible] or in bonds of Corporations of this State, or bonds or stocks [illegible].

They shall have power to dispose of mortgages [illegible].

EIGHTEENTH.

Yearly dividends shall be made of so much of the profits of the Company as shall appear advisable, but the proportion of premiums received on risks which shall not be terminated at the time of making such dividends, shall not be considered as forming part of the profits of the Company, and the amount of stock or losses whereby the capital stock of said Company be lessened, no dividends shall be made until such diminution shall have been covered and made up by the profits.

NINETEENTH.

In the yearly dividends to be declared as aforesaid the amount to be paid to the stockholders shall not exceed ten per cent on the amount of stock held by them, and account, until the stock is paid in full, when the duty of the President and Board of Directors to issue certificates to the stockholders for full paid shares.

TWENTIETH.

After the whole capital stock of the Company shall have been paid in, the Board of Directors shall have the right to deduct from each yearly dividends and lay by such part of said dividends as they may deem proper, until a surplus fund of not more than Three Hundred and Seventy-five Thousand Dollars shall have been formed and realized, to be added to the capital stock of said Company.

TWENTY-FIRST.

Any stockholders who shall fail or neglect to pay any installment, when ordered by the Board of Directors, as provided for herein, shall forfeit to the Company all previous payments, and cease to be a stockholder of said Company.

TWENTY-SECOND.

No stock shall be transferred unless such transfer be made on the books of the Company, should any stockholder desire to transfer his stock previous to full payment of the same having been made, he shall be permitted to do so by a substitute of the obligations of the party purchasing, provided the substituted obligations are satisfactory to the Board of Directors.

TWENTY-THIRD.

At the time of the expiration of the charter of this Company, or sooner, if ordered by a vote of the stockholders, as herein provided for the affairs of said Company shall be liquidated, its debts paid under the charge and superintendence of three commissioners to be appointed by the Board of Directors, and who shall remain in office until the final liquidation of the affairs of the Company.

TWENTY-FOURTH.

The President of said Company shall sign all policies and preside at all meetings of the Board; he shall conduct and manage the business of the Company generally, under the supervision of the Board of Directors; in case of his absence, the Vice-President shall preside at such meetings.

TWENTY-FIFTH.

It shall be the duty of the President and Board of Directors, within one month from the close or expiration of each year of the Company, to cause to be published in the French and English languages, and for the term of at least one month, a full statement, under oath, of the business of the Company, which statement shall be composed of each, viz: First—The amount of premiums received during the year, specifying what amount was received for life insurance, for insurance against accidents, what against fire, what on maritime policies, and what on river policies. Second—The amount of losses incurred during the year, specifying and designating the amount of losses which have been incurred under the different kinds of policies aforesaid. Third—The amount of capital, stating the portion of the same invested in securities and the nature of the securities.

TWENTY-SIXTH.

That no stockholder shall ever be held liable or responsible for the contracts or faults of said Company in any further sum than the unpaid balance due to the Company on the shares owned by him.

TWENTY-SEVENTH.

This act of incorporation may be modified, altered or amended, or the said Company dissolved, at a general meeting of the stockholders, to be convened for that purpose by thirty days notice in the French and English languages, as aforesaid, three-fourths of the stock represented at such meeting, and any and all such modifications, alterations, amendments, or dissolution shall be recorded and published according to law.

TWENTY-EIGHTH.

The names and respective interests of the parties to this act are hereby declared to be as follows, viz:

Name.	No. of shares.	Amount.
J. A. Matteson,	1,000	$100,000
Chs. H. Walker,	[illegible]	[illegible]
John McGinnis, Jr.,	[illegible]	[illegible]
Edward Rigney,	[illegible]	[illegible]
R. E. Godell,	[illegible]	[illegible]
A. B. Stafford,	[illegible]	[illegible]
Lamb, Quinlin & Co.,	[illegible]	[illegible]
George W. Munson,	[illegible]	[illegible]
Samuel Boyd,	[illegible]	[illegible]
H. D. McGinnis,	[illegible]	[illegible]
Thomas M. Simmons,	[illegible]	[illegible]
C. A. Eager,	[illegible]	[illegible]
Henry H. Stanley,	[illegible]	[illegible]
H. A. Wheelock,	[illegible]	[illegible]
Wm. F. Kellogg,	[illegible]	[illegible]
B. L. Mann & Co.,	[illegible]	[illegible]
James Byrnes,	[illegible]	[illegible]
Samuel B. Slayback,	[illegible]	[illegible]
Cohen M. Soria,	[illegible]	[illegible]
Wm. Cunningham,	[illegible]	[illegible]
H. B. Soria,	[illegible]	[illegible]
M. H. Thomas,	100	10,000
	3750	$375,000

Thus done and passed at the City of New Orleans, the day, month and year aforesaid, in the presence of Adolphe Lemee and Lewis C. Woodville, witnesses, who have hereunto signed their names with said parties and me notary.

The original is signed:
Geo. W. Munson, C. A. Eager, Edwd. Rigney, and others.
A. A. Lemee, L. C. Woodville,
Edwd. Barnett, notary public.

A true copy from the Original.
EDW'D BARNETT, notary public.

The undersigned, Deputy Recorder of Mortgages for the Parish and City of New Orleans, State of Louisiana, do hereby certify that the foregoing act of Charter has been duly recorded in my office [illegible] May 1st, 1866.

CHAS. E. LEMEE, Deputy Recorder.

JUDICIAL SALES.

Citizens' Bank of Louisiana vs. Charles Black.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 16,063—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 21st day of July, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

1. FOUR CERTAIN LOTS OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, rights, privileges, customs, servitudes, ways and appurtenances thereunto belonging or in any wise appertaining, situate in the Suburb Livaudais, parish of Jefferson, in this State, (now the Fourth District of this city,) in the square bounded by Rousseau, Division, First and Second streets. The said lots are designated by the Nos. One, Two, Five and Six on a plan drawn by Henry Moellhausen, dated July 9, 1851 [illegible].

2. And One hundred and forty SHARES of one hundred dollars each, of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Being the same property acquired by defendant by purchase from William R. Chesp per act passed before William Monaghan, late a Notary Public in this city, on the 17th day of June, 1853.

Seized in the above suit.

Terms—1. The purchaser to furnish a stock note for the sum of three thousand one hundred and fifty dollars, ($3,150), payable on the first day of May, 1867 [illegible].

2. The purchaser to assume all the obligations and responsibilities of a stockholder in the Citizens' Bank of Louisiana, and the stock note so furnished to be identified with the act of mortgage and pledge from Isaac Bogart in favor of the Citizens' Bank of Louisiana, passed before A. Boudousquié, Notary Public in this city, on the 24th day of October, 1836, and with the Sheriff's deed of sale in this case.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

je19 26 jy5 14 21

John Geddes vs. Joseph Kaiser.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 21,367.—By virtue of a writ of seizure and sale directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Charles Bienvenu, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the twenty-ninth day of June, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

1. A LOT OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District of this city, and designated as lot No. Thirteen of square No. Seven, which is bounded by Levee, Eighth, Seventh and Fulton streets, according to the original plan of Faubourg Livaudais [illegible].

2. TWO LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District, in the square bounded by St. Mary, Fulton, St. Andrew and Rousseau streets [illegible].

3. And TWO LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District, in the square bounded by Eighth, Ninth, Levee and Water streets [illegible].

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

may29 je5 14 22 29

Citizens' Bank of Louisiana vs. Mrs. Thomas Williams (Sarah Proctor).

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 17,172.—By virtue of a writ of seizure and sale, directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Charles Bienvenu, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred, I will proceed to sell at Public Auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the Twenty-ninth day of June, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

1. A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the Third District of the City, in the square bounded by Levee, Independence, Casacalvo and Congress streets [illegible].

2. A CERTAIN LOT OF GROUND, in the Third District of the City [illegible].

3. A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the Third District of the City [illegible].

4. A CERTAIN LOT OF GROUND, in the Third District of the City [illegible].

Together with all the buildings and improvements on the above described lots of ground.

Seized in the above suit.

Terms and Conditions—The purchaser to furnish:

1. A stock note for the sum of Two Hundred and Sixty Dollars ($260), payable on the first day of May, 1867 [illegible].

2. A stock note for the sum of Two Hundred and Eighty Dollars ($280) [illegible].

3. A stock note for the sum of Three Hundred and Forty ($340) [illegible].

4. A stock note for the sum of Three Hundred and Twenty ($320) [illegible].

And the balance of the price of adjudication Cash on the spot [illegible].

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

my 29 je 5 14 22 29

Clara Bordelon et als. vs. Clorinde Delabossaye.

STATE OF LOUISIANA—PARISH OF ST. BERNARD—No. 461—By virtue of an order of sale to me directed by the Honorable the Second Judicial District Court in and for the Parish of St. Bernard, bearing date the 23d May, 1866, I will expose at public auction, on the premises, on SATURDAY, the 7th of July, 1866, at 11 o'clock, A. M., the following described property, to wit:

THAT CERTAIN TRACT OF LAND, situated in the Parish of St. Bernard on the left bank of the Mississippi river, about two miles below the city of New Orleans, measuring one arpent and one hundred and eight feet front on the said river by forty arpents in depth, bounded above by the property of Ovignac D'Orvilli and below by the property of Charles Cavanac. Together with all the buildings and improvements thereon, consisting of a large, fine and well finished two-story frame house, with outbuildings, suitable for a good order and repair, and all the necessary out-buildings of good order [illegible].

A large lot of HOUSEHOLD FURNITURE, consisting of rosewood and mahogany Bedsteads, Armoirs, Tables, Sideboards, Chairs, Settees, French Mirrors, Clocks, Candelabras, Carpets, &c., &c.

A large and valuable quantity of PERSONAL EFFECTS Diamonds, Earrings, Brooches, Watches and other Jewelries.

Implements of husbandry, such as Ploughs, Carts, &c., &c.

On the following terms and conditions, to wit:

One-third cash, and the balance at one and two years' credit. The purchaser or purchasers giving his or their notes [illegible].

Sheriff's office, Parish St. Bernard, May 28th, 1866.

ANTOINE CHALAIRE, Sheriff.

je5 12 jy5 7

United States of America.

CIRCUIT COURT OF THE UNITED STATES for the Sixth Judicial Circuit and Eastern District of Louisiana.—The United States of America, To all whom these presents shall come—Greeting.

Whereas, J. U. Lavillebeuvre and A. Merle D'Aubigne having purchased at a sale made by the Marshal of the United States for the Eastern District of Louisiana the property hereinafter described has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 8th day of April, A. D. 1865, for a Monition or Advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to Monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March, 1834:

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished in the name of the United States and of the said Circuit Court of the United States, and in conformity to the act of the Legislature of the State of Louisiana, above cited, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever; to show cause, within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Marshal of the District aforesaid, on the 25th day of March, A. D. 1865, by virtue of a pluries writ of seizure and sale issued by this Court on the 14th day of February, A. D. 1865, in the suit entitled, A. Merle D'Aubigné and J. U. Lavillebeuvre by his agent J. U. Lavillebeuvre vs. J. J. Person, No. 5404 of the Docket of this Court, at which sale J. U. Lavillebeuvre and A. Merle D'Aubigne became the purchasers for the price of $15,000.

Description of the property, as given in the Judicial Conveyance, viz:—

1. FOUR CERTAIN LOTS OF GROUND, situated in the Fourth District of this city, in the square bounded by Camp, Delord, Poyfarre and Magazine streets, designated as lots Nos. 1, 4, 5, 6, on a plan drawn by E. Gottheil, dated the 25th April, 1850, deposited in the office of E. Magner, notary public, as plan No. 6, which lots measure, American measure, as follows, viz: Lot No. 1 forms the corner of Camp and Delord streets, and has 26 feet 1 inch front on Delord street by a depth of 120 feet and front on Camp street, together with the one-foot passage [illegible].

2. TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, situated in the same square, and designated as Lots Nos. 12 and 13, on a plan of E. Gottheil, dated this March 1849, annexed to an act passed before A. Chiapella, late notary public, on the 12th of May, 1849 [illegible].

Together with all and singular the buildings and improvements thereon, and appurtenances thereof, and all the rights, titles and interests of said J. J. Person in and to the above lots of ground and buildings and improvements.

Clerk's office, New Orleans, 9th June, 1866.

CHAS. CLAIBORNE, Clerk.

je10 11 18 26 jy9

The Mechanics' and Agricultural FAIR ASSOCIATION OF LOUISIANA.

AT a special meeting of the Board of Directors, held at the Mechanics' Institute on the 12th instant, it was unanimously resolved that the first Grand Fair of this Association shall be held at the Fair Grounds, city of New Orleans, commencing on the TWENTIETH OF NOVEMBER ensuing.

Inventors, manufacturers, agriculturists, stock-raisers and others, from any portion of the United States, desirous of being represented in this Industrial Exhibition, can obtain full information by addressing the officers of the Association.

LUTHER HOMES, Secretary and Treas.
I. N. MARKS, President.
C. H. SLOCOMB, Chairman of the Committee on Fair Grounds.

my15 3&sBu-ef

Removal.

L. S. POTHIER has removed his office from No. 16 Bienville street to No. 111 Gravier street.

Persons indebted to the late firm of Pothier & Ely [illegible].